

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2016)
Heft: 2120

Bibliographie: Index des liens
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

soumis à ratification est [trop complexe](#), difficile à comprendre et accompagné de surcroît de nombreuses annexes qui se contredisent. Si la présidente du groupe spécialisée de ces questions au sein de l'Union s'exprime ainsi, que dire de l'amateur éclairé qui essaie de comprendre! Ainsi, les entreprises auxquelles le gouvernement américain demandera des données doivent être en mesure d'indiquer le nombre approximatif de requêtes qui leur ont été transmises. La présence du terme «*approximatif*» paraît tout de même assez déconcertante.

S'ils soupçonnent une diffusion

illicite de leurs données personnelles, les habitants de l'Union européenne auront la possibilité de déposer une [requête](#) auprès des entreprises qui détiennent ces données. Ces sociétés devront leur répondre dans un délai de 45 jours. Une voie de recours est également ouverte auprès de l'autorité nationale de protection des données qui travaillera avec le Département américain du commerce. Il faudra en outre mettre en place un mécanisme de médiation dont il est précisé qu'il sera indépendant des services nationaux de sécurité («*intelligence community*»).

Peut-on se sentir vraiment rassuré? En tous les cas, une

personne qui envisagera de déposer plainte à propos de l'usage de ses données privées devra avoir les moyens de se payer les services d'un cabinet d'avocats américain. Et la Suisse? Cet accord concerne uniquement l'Union européenne. Notre pays a-t-il intérêt à reprendre cette dangereuse usine à gaz dont la mise en application demeure loin d'être acquise? Nous pourrions éventuellement donner une réponse positive à cette question si nous n'avions pas l'impression, visiblement partagée par le groupe G29, qu'il s'agit pour les Etats-Unis d'une manière relativement polie et civilisée de tordre le bras à l'Europe.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Votation sur l'asile: le oui du cœur et de la raison

<http://www.hev-schweiz.ch/politik/immobilienmarkt/wohnpolitik/artikel/enteignungen-aus-dem-asyrecht-offener-brief-des-hev-schweiz/>
https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/aktuell/gesetzgebung/aend_asylg_neustruktur.html
<https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/asyl/beschleunigung.html>
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin--ie-verhandlungen?SubjectId=34979#votum23>
http://www.lecourrier.ch/138321/pour_stopexclusion_cette_reforme_n_a_rien_d_un_progres

En défaveur des services publics et des usagers

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis422t.html>

http://www.swissinfo.ch/fre/point-de-vue_des-services-publics-chers-et-plus-aussi-fiables/42106450

http://www.sab.ch/fileadmin/user_upload/customers/sab/Pressemitteilungen/2016/fr/Communique_de_presse_Service_public_27.01.2016.pdf

Le logement au cœur de la lutte contre la pauvreté: un vœu pieux?

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/03/blank/key/07/01.html>

<http://www.bwo.admin.ch/dokumentation/00106/00108/index.html?lang=fr>

<http://www.contre-la-pauvrete.ch/home/>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a41>

<http://www.csias.ch/>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27183>

<http://www.contre-la-pauvrete.ch/etudes/studien-nationalen-programm-fr/detail/document1//Studie/show/nicht-monetaere-dienstleistungen-im-bereich-wohnen-fuer-armutsgefaehrte-und-betroffene-me/0/>

Un système dual pourrait sauver la mise au RBI

<http://www.domainepublic.ch/articles/29215>

<http://www.slate.fr/story/106695/numerique-destruction-creatrice>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Destruction_cr%C3%A9atrice

Protection des données: les USA s'imposent face à l'Europe

<http://www.domainepublic.ch/articles/29000>

http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-433_fr.htm

http://ec.europa.eu/justice/data-protection/files/factsheets/factsheet_eu-us_privacy_shield_en.pdf

http://www.lemonde.fr/pixels/article/2016/04/13/accord-privacy-shield-les-cnil-europeennes-choisissent-le-cmpromis_4901451_4408996.html

http://ec.europa.eu/justice/data-protection/files/factsheets/factsheet_eu-us_privacy_shield_en.pdf